

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du " Manifeste communiste " à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNEE — N° 134

Du 18 Sept. au 1^{er} Oct. 1972

LE NUMERO :

0,80 F

A la queue de la petite-bourgeoisie ou à la tête de la classe ouvrière ?

La période électorale ramène à la petite-bourgeoisie des courtisans empressés. Gouvernement et partis multiplient promesses et démarches : avantages sociaux pour les petits commerçants, adoucissement des rigueurs du fisc, imposition des « grandes surfaces », hymnes à la petite propriété paysanne (massivement éliminée depuis vingt ans en France par la dynamique de la concentration capitaliste), déblocage de crédits et de subventions de toute nature, etc.. Comme tous les cinq ans dans notre société démocratique, le grand capital dépense beaucoup de salive et un peu d'argent pour rappeler à la petite-bourgeoisie qu'elle n'a d'autre solution que de soutenir sur le plan politique l'Etat de ceux qui, sur le plan économique, l'éliminent inexorablement.

Le PCF n'est pas non plus avare de promesses. Elles ne sont pas d'une autre nature : elles se placent sur le même terrain que celles de l'Etat bourgeois. Le programme commun est-il autre chose, pour l'essentiel, qu'un programme de conservation de la petite propriété dans le cadre d'une société capitaliste qu'on prétend pouvoir adoucir à l'aide de crédits, d'arbitrages, de protections diverses pour les « petits » ? Laurent Salini, dans le N° 1398 de *France Nouvelle* démontre sans peine qu'il contient les ingrédients nécessaires pour rallier les « radicaux de gauche » : « Son orientation antimonopoliste, d'abord, qui donne à la petite et à la moyenne entreprise des possibilités nouvelles (?), le moyen de jouer longtemps un rôle utile à la nation. Son orientation démocratique ensuite, qui garantit les libertés individuelles et collectives ainsi que leur développement ». « Rassurer les classes moyennes », c'est le mot d'ordre que donne ouvertement l'Humanité. Les concessions économiques (la promesse de conserver pour l'essentiel le mode de production existant) s'accompagnent de concessions politiques qui sont la conservation de la démocratie, de la constitution, de la pluralité des partis, de l'« alternance au pouvoir », c'est-à-dire de l'Etat bourgeois.

Ces promesses analogues des deux côtés, d'une survie dans « le développement général de la nation », ne sont que du vent : conservation de la petite entreprise et progrès capitalistes s'excluent, comme le reconnaissait plus franchement, en 1965, le ministre UDR Debré : « Il faut être logique : on ne peut pas le dimanche, réclamer des faveurs pour les petites entreprises et l'artisanat, et, en semaine, venir parler ici des grandes concentrations ». Pour le capital, il s'agit seulement, selon les besoins politiques de l'heure, de donner un peu d'air à la petite-bourgeoisie asphyxiée... aux frais de la classe ouvrière : en libérant les prix agricoles, en maintenant des salaires de famine pour ne pas ruiner les petites entreprises

industrielles. Mais ces concessions passagères ne résolvent rien. Aucun règlement dans le régime de la libre entreprise n'empêchera les capitaux d'aller vers les secteurs les plus rentables ; les entreprises dont la productivité est inférieure à la productivité sociale moyenne d'être évincées par les plus modernes. Et pour que l'Etat intervienne comme un Dieu désintéressé, pour empêcher ces lois de jouer, il faudrait supposer qu'il est un arbitre neutre délié de toute attache avec les classes réelles, et non l'organe du pouvoir capitaliste.

La concurrence évince donc le petit artisan et son voisin le boutiquier ; les coopératives, par lesquelles le petit producteur paysan devait se sauver, deviennent une courroie de transmission du capital, qui le plie à nouveau à ses conditions. C'est la contradiction même de la petite-bourgeoisie, que le capitalisme maintient entre la vie et la mort : il la repousse sans arrêt dans le prolétariat, il la conserve en partie ou la recrée dans d'autres secteurs pour remplir des fonctions annexes (services, sous-traitance...). Dans les *Luttes de Classes en France*, Marx a fixé en une image définitive cette situation contradictoire :

« Dans les journées de juin, personne n'avait lutté plus fanatiquement pour la sauvegarde de la propriété et le rétablissement du crédit que les petits-bourgeois parisiens, cafetiers, restaurateurs, marchands de vin, commerçants, boutiquiers, artisans... Rassemblant toutes ses forces, la boutique avait marché contre la barricade pour rétablir la circulation qui mène de la rue à la boutique. Mais derrière la barricade il y avait les clients et les débiteurs, devant elle les créanciers de la boutique. Et quand les barricades furent renversées et les ouvriers écrasés, quand les gardiens des magasins, dans l'ivresse de la victoire, se précipitèrent à nouveau vers leurs boutiques, ils en trouvèrent l'entrée barricadée par un sauveur de la propriété, un agent officiel du crédit, qui leur présentait ses

lettres comminatoires : traite échue, billet échu, boutique déchue, boutiquier déchue !... »

Il n'y a donc pas de solution capitaliste à l'agonie agitée des classes moyennes dans la société bourgeoise. Mais le Programme Commun, qui ne touche ni au salariat ni au marché est, avec son mélange d'étatisme et d'« autonomisme » (cf. *Le Prolétaire* N° 131), exactement conforme à la rêverie incohérente du petit-bourgeois : capitalisme sans contradictions capitalistes, Etat au-dessus des classes jouant le rôle de providence désintéressée des petites entreprises déficitaires, commerce maintenu avec disparition magique des conditions réelles de l'impitoyable concurrence du marché national et international.

S'il n'a aucune chance de réalisation tel quel, ce programme a un effet politique bien réel : il est peu probable malgré ses dispositions historiques à prendre des vessies pour des lanternes, qu'il rassure le petit-bourgeois traqué. Mais son principal effet est d'enterrer une fois de plus la vision de la révolution prolétarienne ;

de faire passer pour du socialisme les buts bourgeois classiques : « réunir au service du pays les Français qui, séparés par leur philosophie et leur idéologie, ont le même désir de voir la nation s'épanouir et jouer dans le monde un rôle pacifique » (L. Salini dans *France nouvelle*) ; de livrer ainsi aveuglé et paralysé le prolétariat qui les suit encore, à son ennemi de classe.

D'autre part, l'alliance avec les classes moyennes fournit un nouveau prétexte à l'action de sabotage systématique de la moindre lutte ouvrière entreprise depuis plus de 30 ans par les partis staliniens passés au service de la conservation bourgeoise. Pour ne pas rompre cette alliance, il a fallu « savoir terminer une grève » en 36, défendre la patrie en 40, « reconstruire l'économie nationale » en 45, reprendre le travail pour rassurer l'« électeur » en 68 : en somme, il faut savoir se plier aux lois et à la discipline du capital.

Enfin, ce programme entretient des illusions mortelles sur l'aide que le prolétariat

peut attendre des classes moyennes dans sa lutte. Les barricades de juin 48 déjà, l'assassinat de l'insurrection ouvrière par ses alliés petits-bourgeois de la veille ont sonné le glas de l'unité populaire et de la chimère de l'émancipation de la classe ouvrière en accord avec tout le peuple. Le prolétariat a besoin pour modifier ses conditions de vie, de renverser tout le système capitaliste : le petit-bourgeois ne peut sans mettre en cause ses propres moyens d'existence, s'en prendre réellement au capital qui l'opprime. C'est pourquoi, tirillé entre sa protestation et la crainte de perdre ce qui lui reste de sa petite propriété, incapable d'imaginer un autre mode de production, d'autres rapports sociaux que ceux de la société mercantile dans laquelle il est enfermé, le petit-bourgeois oscille entre les deux pôles réellement opposés de la société, la bourgeoisie et le prolétariat, et suit le plus fort. Mais le prolétariat ne sera le plus fort qu'à condition de mener contre la bourgeoisie une lutte déterminée et centra-

(Suite page 4)

LETTRE D'ITALIE

On répète en ce moment en Italie un slogan qui eut beaucoup de succès il y a quelques années : **automne chaud. Comme c'est souvent le cas, la réussite et la facilité d'une formule donnent satisfaction et remplacent la nécessité d'analyser les phénomènes que le slogan, par son heureuse formulation, tend à résoudre à identifier ou, le plus fréquemment, à mystifier.**

L'automne chaud, ce fut l'automne 1969, saison où en lutte pour le renouvellement des contrats de travail, une vaste couche d'ouvriers italiens mena des grèves vives et combatives, dépassant même souvent les directives syndicales et parvenant parfois à des tentatives impulsives mais significatives d'une gestion directe des luttes contre la direction traîtresse des centrales syndicales. L'automne chaud, ce fut le fondement d'un apparent et éphémère succès des goupuscules, qui théoriseront comme nécessité permanente la gestion ouvrière directe des luttes et le spontanéisme à tout prix, et identifieront dans le refus de l'organisation politique et syndicale directrice, un élément de force, et non au contraire une manifestation de la faiblesse, de l'arriération et de l'abandon dans lequel, pieds, mains et portefeuilles liés au Capital, toutes les forces politiques et syndicales ont précipité le prolétariat.

L'automne chaud, ce fut, selon les bourgeois, la grave faute du prolétariat italien, coupable de trop prétendre, de poser des revendications propres à ébranler l'économie nationale sans fournir la nécessaire contrepartie pour les exorbitantes « requêtes avancées » ; ce fut le début de cette crise où, selon les bourgeois, les prolétaires précipitèrent l'économie italienne, compromettant ainsi eux-mêmes leur bien-être futur ; le début de cette crise qui dure toujours.

A trois années de distance les

contrats collectifs de travail négociés en 69, sont parvenus à échéance, et leur renouvellement est nécessaire. A nouveau des millions d'ouvriers sont appelés non pas tant à lutter pour une amélioration progressive de leur situation, mais bien pour défendre et réaliser ses mêmes revendications que les syndicats donnaient pour définitivement acquises avec l'automne 69.

Le facile slogan de l'automne chaud est repris actuellement pour avertir les ouvriers et leur rappeler que le « bien commun », l'économie nationale, ne peut supporter la répétition de l'automne 69. Mais alors, quelle terrible révolution et quel bouleversement dans la répartition de ce que les bourgeois nomment « revenus » se produiront-ils donc en octobre-novembre 69 ?

Selon des évaluations statistiques moyennes, le coût du travail (n.b. : le coût du travail pour les entreprises ne correspond pas au salaire perçu par le prolétariat : le premier est une donnée de la comptabilité de l'entreprise, un poste du bilan financier ; le second est tout ce qui permet au prolétaire sans réserve de vivre) a augmenté de 22 %, c'est-à-dire d'un peu plus de 1/5, après des années d'immobilité ; eh bien, selon une étude de la *Mediobanca*, au cours de la période 1965-1970, pour les 250 plus grandes entreprises italiennes le chiffre d'affaire a augmenté de 69,4 %, mais le nombre des per-

sonnels seulement de 17,2 %, soit une augmentation du chiffre d'affaire 4,03 fois supérieure à celle du personnel ; et dans quelques entreprises (10 sur 31), on a une augmentation du chiffre d'affaire malgré une diminution du nombre des employés.

Autrement dit le prolétariat avec les luttes d'automne a seulement cherché à reprendre ce que le Capital lui avait continuellement extorqué, à sauvegarder son existence et son intégrité psychologique en face de l'accumulation du capital, à récupérer une toute petite miette de tout ce que le Capital lui avait arraché et continuait à lui soustraire.

« Je crois avoir montré que les luttes de la classe ouvrière pour le niveau des salaires sont des phénomènes inséparables du système du salaire dans son ensemble, que dans 99 cas sur 100 ses efforts pour l'augmentation des salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée du travail et que la nécessité de débattre avec le capitaliste du prix du travail, dépend de sa condition, du fait qu'elle est contrainte de se vendre comme marchandise. » (Marx. « Salaire, prix et profit »).

Ainsi la classe ouvrière en lutte dans l'automne 69 a simplement tenté de se défendre de l'incroyable exploitation qui continuait à l'écraser, même après la terre promise de la victoire de la Résistance antifasciste et interclassiste : d'abord la reconstruction, ensuite le miracle économique. Or, s'il put, avec l'arrivée des produits italiens sur les marchés internationaux, faire briller d'inquiétude et de cupidité les yeux des requins capitalistes concurrents, ce miracle a coûté un prix exorbitant à

(Suite en page 4)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h. à 19 h., et le dimanche, de 10 h. à 12 h.
- A MARSEILLE : Le samedi, de 15 h. à 19 h., au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

L'OPPORTUNISME ET L'ENSEIGNEMENT

Nous vivons dans une société de classe. Pour triviale qu'elle puisse paraître, cette vérité première semble avoir été oubliée par certains. Or, au sein de toute société de ce type se manifestent des antagonismes irréductibles opposant des classes aux intérêts radicalement divergents ne pouvant se résoudre que par la destruction de la base de cette division : la structure de la production, et en particulier celle des rapports de production corrélatifs distribuant les individus indépendamment de leur volonté, leur conférant des tâches sociales précises au sein de la division du travail et sur lesquelles ils n'ont d'autre prise que celle de les bien ou mal mener, sans jamais pouvoir individuellement les remettre globalement en question. Dans ce schéma général de la société, la fonction de l'Etat se donne comme la superstructure politique, le garant juridique et la justification idéologique du maintien et de la reproduction des rapports de production : « produit des contradictions de classes inconciliables, l'Etat est l'instrument de la conservation de cet antagonisme dans les limites acceptables pour les classes dominantes ».

Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine du point de vue économique, et, dans le cas de la société bourgeoise, instrument d'exploitation de la classe ouvrière, il dispense par tous ses pores — sous couvert du mythe bourgeois de l'Etat de tout le peuple, les illusions démocratiques qui le font apparaître comme un organe de conciliation. Monarchiste, républicain, démocratique ou fasciste, par-delà sa façade constitutionnelle, son rôle est le même : prévenir, modérer ou réprimer la violence latente ou réelle des classes opprimées.

C'est à ce niveau qu'intervient l'enseignement dans son triple rôle : économique, politique, idéologique.

Jusqu'à la fin de la société féodale et encore par la suite jusqu'au XVIII^e siècle, c'est-à-dire durant la période d'accumulation primitive du capital, l'enseignement, dispensé par le clergé, a pour fonction la reproduction des classes dirigeantes ; il s'adresse aux rejets de l'aristocratie et de la bourgeoisie montante en leur transmettant une culture générale largement empreinte de religiosité, fondée sur le "savoir" de la "révélation", gage de la théocratie et caution de l'absolutisme.

Les révolutions bourgeoises font apparaître des établissements dégagés de la tutelle religieuse et réservés à la classe désormais dominante, la bourgeoisie. Mais parallèlement, le développement des forces productives, l'essor du machinisme et de la grande industrie s'accompagne de la nécessité d'assurer un minimum de formation à une masse de plus en plus grande de prolétaires, d'où un développement encore limité de l'enseignement public, le procès de travail exigeant de l'ouvrier qu'il sache à tout le moins lire, écrire, compter : « la bourgeoisie, qui en créant pour ses fils les écoles polytechniques, agronomiques etc... ne faisait pourtant qu'obéir

aux tendances internes de la production moderne n'a donné aux prolétaires que l'ombre de l'enseignement professionnel » (cf : Marx, Capital, Edit. soc. L.I., t. 2, p. 166).

Mais ce sont les impératifs de la concurrence et de la rotation du capital, ainsi que le développement de la résistance ouvrière imposant l'exclusion des jeunes enfants des usines et l'abaissement du temps de travail, qui conduisent la bourgeoisie à rechercher la productivité maximum ; la mécanisation intensive du travail, l'utilisation de plus en plus accélérée des résultats de la recherche scientifique ont pour conséquence une complication du procès de travail réclamant du côté des ouvriers une formation plus poussée, une connaissance correcte des techniques de base.

C'est pourquoi apparaît l'école publique dont la fonction est d'assurer la formation de la force de travail et d'infecter le futur producteur des "valeurs" de la société mercantile. C'est aussi pourquoi l'enseignement, répondant à des exigences économiques impératives, devient rapidement, une entreprise "de masse", "laïque" parce que répondant à l'idéologie bourgeoise anti-féodale et anti-cléricale, "obligatoire" parce que tendant à assujettir tous les individus aux rapports de production capitalistes, afin d'en faire des sujets dociles soumis à la bourgeoisie.

Actuellement, à l'époque de l'impérialisme, où la concurrence pousse à la recherche de la productivité maximum et à l'intégration massive de la haute technologie dans la production, la fonction économique de l'enseignement se renforce. Mais il s'agit toujours de former la force de travail productrice de valeur et de plus-value capitalisable. Potentiel productif à exploiter, le jeune prolétaire n'a d'autre perspective dans le monde bourgeois que celle de devenir le futur support d'une tâche parcellaire au sein de la division du travail et le jouet dérisoire du capital mort.

Le Collège d'Enseignement Technique apparaît alors dans son âpre et sordide réalité d'une école de soumission de la force de travail humaine à la barbarie productiviste. Quant à l'enseignement secondaire et surtout à l'enseignement supérieur, réservés de fait aux rejets des multiples couches de la bourgeoisie, ils préparent le futur cadre, agent de marketing ou fonctionnaire à des tâches de "recherche" et d'"innovation pour mieux pressurer la force de travail et en extraire tous son suc de plus-value, ou plus prosaïquement à des emplois de surveillance ou d'"encadrement".

Qu'il soit agent du progrès technique ou membre du service d'ordre de l'Etat ou de l'entreprise, le cadre n'est qu'un parasite profitant de l'exploitation du prolétariat et de l'extorsion de surtravail social dont il se voit distribuer une portion ; son existence se développe sur le dos du prolétaire et sur le fond de l'immense gaspillage des ressources sociales et naturelles, tribut né-

cessaire rendu à l'anarchie productiviste par un capitalisme constamment à la recherche du profit maximum.

La fonction idéologique de l'éducation bourgeoise est plus souvent masquée : si le rôle des instituteurs de la troisième république ne permet aucun doute quant à la signification accordée par la bourgeoisie française à l'obligation de l'enseignement : création d'une cohorte plébeienne de bons patriotes revanchards et chauvins, respectueux du chef d'entreprise et de l'autorité de l'Etat (cf à ce propos les manuels de "morale" de l'époque), l'enseignement actuel paraît largement moins politisé, plus "objectif" et soucieux d'un maximum de neutralité idéologique.

En fait, il ne fait que traduire par le mode de penser idéaliste et éclectique qu'il transmet l'idéologie spontanée des classes dominantes : le démocratisme ; il suffit de s'adresser à l'un de ces honnêtes serviteurs de l'Education nationale que sont les professeurs de lettres, d'histoire et de philosophie, pour mettre aussitôt à jour cette crasse intellectuelle que représente leur conception du monde, sorte de bouillie mélangée d'empirisme vulgaire, de démocratisme plat et de moralisme impénitent.

Présenter en effet dans les matières littéraires les multiples tendances intellectuelles et écoles de pensée, bref l'histoire des idées, sans référence aucune aux conditions socio-culturelles dont elles ne sont que l'émanation abstraite et le reflet plus ou moins décalé mais toujours expressif, c'est donner dans la vieille vision idéaliste dégageant les courants idéologiques de leur signification de classe, c'est également noyer l'histoire réelle dans le mythe de la "culture nationale" ; c'est surtout contribuer à former un mode de pensée qui perçoit dans l'apparent éclectisme de l'histoire des idées un gage de la juste neutralité et le bien fondé de la démocratie reconnue comme l'unique système fondant le droit de chacun à... l'empirisme le plus borné, appelé pompeusement "liberté de pensée".

Présenter les disciplines dites "scientifiques" comme des sciences "autonomes" hors du sous-sol social, de la production, dans leur soi-disant et mythique fonction de "libre recherche désintéressée", c'est masquer l'origine et la finalité réelles de ces outils abstraits se développant sur la base du système social capitaliste qui leur pose les questions matérielles dont elles assument les réponses technologiques, c'est contribuer à taire la tyrannie qu'un mode production insensé exerce sur la société tout entière et en particulier par l'asservissement des sciences à la rotation du capital et au cycle de la reproduction, enfin c'est nier le fait que les immenses ressources actuelles du savoir susceptibles d'être placées à la disposition de l'humanité afin de la décharger d'une partie de son fardeau, sont irrémédiablement et quotidiennement dilapidées et sacrifiées au fétiche de la marchandise et de l'argent.

Quant à la fonction politique de l'éducation bourgeoise, elle est évidente. Sur la base d'une égalité fictive entre les classes, elle prétend offrir à chacun la même possibilité d'accéder... aux sinécures et aux bonnes

places par la valorisation du mérite personnel et par-delà les inégalités de la naissance. Surtout, il s'agit de faire miroiter aux yeux de la classe ouvrière cette possibilité de parvenir qu'on appelle la promotion sociale. Ainsi l'éducation va dans le sens d'une intégration aux perspectives économiques et aux valeurs de la bourgeoisie, l'enseignement pour tous assurant aux fils de la nation la possibilité d'accomplir leur vocation de bons et loyaux citoyens.

Face à la politique traditionnelle de la bourgeoisie la position de l'opportunisme se dévoile une fois de plus comme le plus sûr soutien non seulement objectif, mais volontaire des désirs du capital. Comme d'habitude, ce n'est pas l'institution bourgeoise dans sa signification de classe qu'il remet en question, mais le fait qu'elle ne soit pas assez développée, qu'elle ne réponde pas suffisamment aux nécessités de la nation et aux besoins du "peuple français". Ce que veut le P.C.F. et à sa suite les "syndicats" de gauche comme le S.N.E.S., c'est une éducation nationale "véritable", véritablement adaptée à l'économie diffusant une véritable culture de masse. Davantage de crédits, davantage d'enseignants, davantage de locaux : voilà la gerbe des recettes petites-bourgeoises proposant de gommer l'emprise des "affaires" sur la culture, entreprise "sournoise", "complot ourdi" par les "grands monopoles" dans le dos du bon peuple de France.

Pauvre réformisme qui se propose, cynisme ou candeur, on ne sait plus, d'assurer au fils d'ouvrier l'accès démocratique à la culture bourgeoise...

Pour finir, donnons un aperçu de la ratocination petite bourgeoise du P.C.F. bégayant

sur l'éducation nationale : « une politique démocratique et moderne de l'éducation nationale doit répondre aux impératifs économiques sociaux et culturels du développement de la France et garantir le droit de chacun à l'éducation initiale et permanente ». Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire ou citation d'un rapport du C.N.P.F. ?...

Quant aux communistes marxistes, leur programme est clair et invariant depuis le Manifeste de 1848 : ayant définitivement condamné le projet réformiste d'une conquête progressive et parlementaire du pouvoir d'Etat et de ses différentes instances, ils orientent leur propagande dans le sens de la nécessaire destruction de la société bourgeoise et de son fondement économique, le mercantilisme.

C'est au parti communiste international de regrouper l'avant-garde ouvrière sur la base de son programme, du matérialisme historique et des principes du communisme révolutionnaire.

C'est à la dictature du prolétariat qu'incombent la tâche exaltante de tracer la voie de l'organisation rationnelle des rapports entre les hommes sur le fond de la liquidation de l'actuelle division du travail, revendiquée par l'opportunisme comme un clivage "naturel", opposant le travail manuel au travail intellectuel. C'est pourquoi comme l'écrivait Marx, voici déjà plus d'un siècle : « l'éducation de l'avenir unira pour tous les enfants au-dessus d'un certain âge le travail productif avec l'instruction et la gymnastique et cela non seulement comme méthode d'accroître la production, mais comme la seule et unique méthode de produire des hommes complets. »

Lettre de Belgique

L'opportunisme suit partout la même ligne de conduite et il suffit, pour s'en convaincre, de l'observer en tout temps et en tout lieu. Le "Drapeau Rouge", hebdomadaire du Parti Communiste Belge (tendance Moscou) en donne maints exemples.

Le PCB s'indigne noblement parce que les polices de M. Vranckx, ministre socialiste de l'Intérieur, auraient tenté de recruter des mouchards parmi ses membres.

Bien que ce procédé policier ne date évidemment pas d'aujourd'hui, celui du "DR" consiste à faire croire que c'est là une méthode indigne d'une « vraie démocratie », d'un Etat « vraiment démocratique », alors que précisément toutes les polices du monde sont les organes armés de l'Etat, chargés de sa survie et ne pouvant disparaître qu'avec lui.

C'est d'ailleurs la "Libre Belgique", quotidien catholique conservateur qui oppose

son cynisme bien pensant à l'hypocrisie de nos bons apôtres communistes : « ...il est du devoir d'un Etat de protéger sa sécurité » ; et le journal catholique montre qu'il en a toujours été ainsi, et que si le moyen est peu agréable, il n'en est pas moins indispensable.

Engels explique ainsi la naissance des forces armées comme corps distinct de la société dans laquelle elles se développent : « ...En second lieu vient l'institution d'une force publique qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée. Cette force publique particulière est nécessaire, parce qu'une organisation armée de la population est devenue nécessaire depuis la scission en classes... » Nous voyons donc que la naissance de forces armées apparaît comme un corollaire nécessaire de la division de la société en classes.

(Suite en page 3)

PROGRAMME COMMUNISTE

N° 56

AU SOMMAIRE

- ◆ L'anti-fascisme démocratique : un mot d'ordre anti-prolétarien qui a fait ses preuves.
- ◆ Sur Anton Pannekoek : Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes.
- ◆ En mémoire d'Amadeo Bordiga :
 - VI. — Reconstruction de la doctrine et du parti.
 - VII. — Vers un nouvel assaut prolétarien.

Le numéro : 4 F — Commandes au " prolétaire "

directeur - gérant

F. GAMBINI

imprimerie « Lino-Imp »
1, 3, 5, boulevard Schœsling
MARSEILLE (X^e)
Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.

Correspondance :

« le prolétaire »
B. P. 288
13211 - Marseille Cédex 1

Versements :

« le prolétaire »
C.C.P. 2202-22 Marseille

Abonnements :

« le prolétaire » :
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste » :
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire » :
1 an : 30 F (300 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

prénom :

adresse :

- « prolétaire » : 6 mois
- « prolétaire » : 1 an
- « programme communiste »
- combiné

(rayer les mentions inutiles)

Classes nécessaires et classes superflues

Le fameux « néo-capitalisme » dont on nous rebat les oreilles loin d'être une « découverte » récente comme on voudrait le faire croire, s'inscrit parfaitement dans la vision marxiste du cycle du mode de production bourgeois. Voici comment Engels décrit, dans l'Anti-Dühring la phase « D » du cycle capitaliste :

« D.— Reconnaissance partielle du caractère social des forces productives s'imposant aux capitalistes eux-mêmes. Appropriation des grands organismes de production et de communication, d'abord par des sociétés par actions, puis par des trusts, ensuite par l'Etat. La bourgeoisie s'avère comme une classe superflue ; toutes ses fonctions sociales sont maintenant remplies par des employés rémunérés » (Ed. sociales, p. 323).

Engels développa cette idée dans un article paru dans « The Labour Standard » du 6 août 1881, où l'on retrouve cette lucidité qui le caractérise toujours. Cette page est un bon exemple de la dialectique marxiste, qui critique les modes de production successifs, tout en reconnaissant en même temps leur nécessité pour le développement des forces productives à certaines époques données

La question a souvent été posée : dans quelle mesure les différentes classes de la société sont-elles utiles, voire même nécessaires ? La réponse était naturellement différente pour chacune des époques historiques considérées. A une certaine époque, l'aristocratie terrienne était sans aucun doute un élément inévitable et nécessaire de la société. Mais c'était il y a très, très longtemps. Il y eut ensuite une époque où une classe moyenne capitaliste, une bourgeoisie, surgit avec une nécessité tout aussi inévitable, combattit l'aristocratie terrienne, brisa son pouvoir politique et conquit à son tour la domination économique et politique. Mais depuis la naissance des classes, aucune époque de la société n'a pu se passer de classe travailleuse. Le nom, la situation sociale de cette classe ont changé ; le serf a pris la place de l'esclave, pour être à son tour remplacé par le travailleur libre — libéré de la servitude, mais aussi libéré de toute possession terrestre à l'exception de sa propre force de travail. Une chose est cependant claire : quels qu'aient été les changements qui se sont produits dans les couches supérieures de la société, celles qui ne produisent pas, la société n'a pu se passer d'une classe de producteurs. Cette classe est donc nécessaire dans toutes les circonstances — bien que le jour doive venir où elle ne sera plus une classe, mais comprendra toute la société.

Mais de nos jours, dans quelle mesure l'existence de chacune de ces trois classes est-elle une nécessité ?

L'aristocratie foncière est, c'est le moins que l'on puisse dire, économiquement inutile en Angleterre, tandis qu'en Irlande et en Ecosse elle est devenue un véritable fléau par sa tendance à dépeupler les campagnes. Envoyer les gens outre-Océan ou les faire crever de faim, en les remplaçant par des moutons ou du gibier, voilà tout le mérite que peuvent revendiquer les propriétaires fonciers irlandais et écossais. Que la concurrence des aliments végétaux et animaux américains s'accroisse encore un peu, et l'aristocratie foncière anglaise fera de même — du moins celle qui peut se le permettre parce qu'elle a de grandes propriétés urbaines pour s'y replier. La concurrence des produits alimentaires américains ne tardera pas à nous libérer de l'autre partie. Ce sera un bon débarras, car l'action politique de cette aristocratie foncière à la Chambre des

Lords et aux Communes est un authentique fléau national.

Mais la bourgeoisie capitaliste, cette classe éclairée et libérale qui a fondé l'Empire colonial britannique et qui a établi la liberté britannique ? La classe qui a réformé le Parlement en 1821, aboli les lois sur le blé (1), diminué les taxes les unes après les autres ? La classe qui a créé et dirige encore les usines géantes, l'immense flotte marchande, le réseau qui s'étend sans cesse des chemins de fer d'Angleterre ? Cette classe doit être certainement au moins aussi nécessaire que la classe ouvrière qu'elle dirige et mène de progrès en progrès ?

La fonction économique de la bourgeoisie capitaliste a effectivement été de créer le système moderne de fabriques et de moyens de transports mûs par la vapeur, et d'écraser tous les obstacles économiques et politiques qui retardaient ou empêchaient le développement de ce système. Il ne fait pas de doute qu'aussi longtemps que la bourgeoisie capitaliste a rempli cette fonction, les circonstances en faisaient une classe nécessaire. Mais en est-il encore ainsi ? La bourgeoisie capitaliste continue-t-elle à remplir sa fonction essentielle de direction et de développement de la production sociale pour le bénéfice de la société dans son ensemble ? Voyons un peu.

Si nous commençons par les moyens de communication, nous constatons que le télégraphe est aux mains du gouvernement. Les chemins de fer et une grande partie des navires à vapeur sont la propriété, non de capitalistes individuels dirigeant leur propre affaire, mais de sociétés par actions, dont les affaires sont dirigées par des employés payés, par des serviteurs dont la position est à tous égards celle de travailleurs supérieurs et mieux rémunérés. Quant aux administrateurs et aux actionnaires, ils

(1) Il s'agit des fameuses « Corn Laws » ou lois sur le blé, qui frappaient de droits de douane les importations de céréales, protégeant ainsi contre la concurrence étrangère les propriétaires fonciers. Leur abolition a représenté une importante victoire de la bourgeoisie capitaliste qui cherchait à faire baisser le prix des produits alimentaires et donc la valeur de la force de travail, sur l'aristocratie foncière anglaise.

(ce qui démontre du même coup qu'ils ne sont pas éternels). Elle montre aussi que la réaction des vrais communistes devant la spéculation généralisée qui caractérise le capitalisme pourissant n'est pas de réclamer des « mesures de propriété » comme l'inculpation d'un spéculateur ou la démission d'un député, ce qui revient à faire croire que le capitalisme pourrait être « propre », mais de montrer à la classe ouvrière qu'elle doit se débarrasser de la classe bourgeoise qui est tout entière un monstrueux parasite sur le dos du prolétariat.

Est-il besoin de préciser le sens de l'injonction finale (« va-t'en ! ») lancée par Engels à la classe capitaliste devenue superflue, à ses représentants grands et petits, capitaines d'industrie ou méprisables boutiquiers ? Ce n'est pas un appel bélant adressé à la bourgeoisie elle-même afin qu'elle ait la complaisance d'abdiquer « démocratiquement » son pouvoir, mais l'expression d'une orgueilleuse conscience de classe : la conscience que le prolétariat est la seule classe productive et qu'il pourra et saura se débarrasser une fois pour toutes des parasites bourgeois, infatués de leur prétendue « mission » historique.

savent les uns et les autres que moins ils se mêlent, les premiers de diriger, les seconds de contrôler, mieux cela vaut pour l'entreprise. En fait, la seule fonction qui reste aux propriétaires de l'affaire est un vague contrôle plutôt superficiel. Nous voyons donc qu'en réalité les propriétaires capitalistes de ces immenses entreprises n'ont plus conservé d'autre rôle propre que de toucher les dividendes semestriels. La fonction sociale qu'y accomplissait le capitaliste a été transférée à des serviteurs payés ; mais il continue d'empocher avec ses dividendes la rémunération de ces fonctions qu'il a cessé de remplir.

Il reste cependant une autre fonction au capitaliste forcé par l'extension des grandes entreprises à « prendre sa retraite » de la direction : celle qui consiste à spéculer en Bourse avec ses actions. Faute de mieux à faire, nos capitalistes « retraités » — en réalité superflus — jouent à cœur joie dans ce temple de Mammon. Ils y vont dans l'intention délibérée d'empocher de l'argent qu'ils prétendaient auparavant gagner ; cela ne les empêche pas d'affirmer que l'origine de toute propriété est le travail et l'épargne — l'origine peut-être, mais certainement pas la fin. Quelle hypocrisie que d'imposer la fermeture des petits tripots, alors que notre société capita-

liste ne peut fonctionner sans un immense tripot, où sont gagnés et perdus des millions et des millions, et qui constitue son centre même ! Ici en vérité, l'existence des actionnaires capitalistes « en retraite » n'est plus seulement superflue mais devient un véritable fléau.

Ce qui a été dit pour les chemins de fer et les bateaux à vapeur devient chaque jour plus vrai pour tous les grands établissements industriels et commerciaux. La transformation des grandes entreprises privées en sociétés par actions est à l'ordre du jour depuis dix ans et plus. Des grandes entreprises de la « City » à Manchester, aux mines et la sidérurgie du Pays de Galles et du Nord et aux usines du Lancashire, tout est passé, ou est en train de passer sous forme de sociétés. Dans tout Oldham on ne trouve plus une filature de coton aux mains d'un particulier ; même les détaillants sont de plus en plus supplantés par des « magasins coopératifs » dont la grande majorité ne sont d'ailleurs coopératifs que de nom — mais nous en reparlerons. Nous voyons donc que le développement même du système de production capitaliste rend le capitaliste aussi superflu que le tisserand à main — mais avec cette différence que le tisserand à main est condamné à mourir lentement de faim tandis que le capitaliste

devenu superflu est condamné à mourir lentement d'indigestion. Ils se ressemblent généralement en ceci, que ni l'un ni l'autre ne sait à quoi s'employer. Voilà donc le résultat : le développement économique de notre société réelle tend de plus en plus à concentrer, à socialiser la production en d'immenses établissements qui ne peuvent plus être dirigés par des capitalistes individuels. Tous les bavardages sur « l'œil du maître » et les merveilles qu'il accomplit deviennent de pures sottises dès qu'une entreprise atteint une certaine taille. Imaginez un peu « l'œil du maître » des chemins de fer de Londres et du Nord-Ouest ! Mais ce que le maître ne peut faire, l'ouvrier, les serviteurs salariés de la compagnie, peuvent le faire et le font avec succès.

Le capitaliste ne peut donc plus revendiquer ses profits comme « salaire de surveillance » puisqu'il ne surveille plus rien. Souvenons-nous en quand les défenseurs du capital nous rebattent les oreilles avec cette phrase creuse.

Mais nous avons essayé de montrer, dans notre article de la semaine dernière, que la classe capitaliste était également devenue incapable de diriger l'immense système productif de ce pays ; que d'une part elle a développé la production au point d'inonder périodiquement tous les marchés de produits, et que de l'autre elle est devenue de plus en plus incapable de protéger le sien de la concurrence étrangère. Nous constatons donc que non seulement nous pouvons très bien diriger sans l'intervention de la classe capitaliste dans les grandes industries du pays, mais que son intervention devient de plus en plus un fléau. Nous lui répétons « Va-t'en ! Laisse la classe ouvrière te remplacer ».

Engels

(« The Labour Standard »
6 Août 1881)

LETTRE DE BELGIQUE

(Suite de la page 2)

Il est d'autre part fatal que, la société se développant, on assiste à un développement simultané, d'une organisation de services multiples : armée, gendarmerie, services spéciaux de toutes sortes, diverses polices. Se voiler la face comme le « DR » n'est que mensonges, et tout vrai communiste sait que le prolétariat, s'il veut acquérir son indépendance, devra s'inspirer de l'histoire et se servir de ses armes, pour notamment, chasser certaines charognes.

Le « DR » ironise par ailleurs au sujet d'une exhibition de la gendarmerie à laquelle participaient le ministre de la défense nationale Van den Boeynants, des généraux, des représentants de la presse, etc. Un haut gradé s'étant plaint des difficultés de recrutement de la gendarmerie le « DR » saisit l'occasion d'exhiber... son mépris le plus complet du marxisme. Voici comment l'organe du PCB résout les problèmes de la gendarmerie et par la même occasion tous les « petits problèmes » de notre société.

« Il y a une chose néanmoins à laquelle ni le général Deneve, ni VdB, ni ses amis du gouvernement ne semblent songer : c'est la prévention (cela n'est d'ailleurs pas sûr : quand la révolution menaçait en Allemagne dans les années 18, tous les féodaux, militaires et capitalistes surent instinctivement à qui ils devaient faire appel pour prévenir la révolution ndr). Si on tenait vraiment, en haut lieu, à éviter des colères populaires, il suffirait de baisser les prix et les tarifs, de résorber le chômage de multiplier les logements

sociaux et les crèches... Dès lors la gendarmerie pourrait consacrer toutes ses forces à prévenir les accidents de la route, sa popularité ferait un bond en avant, et le recrutement y deviendrait facile. »

Et voilà comment nos merveilleux communistes, d'un superbe trait de plume et en trois lignes, résolvent toutes les contradictions de la société capitaliste : hauts salaires, crèches et gendarmes populaires...

Etant donné l'importance que le marxisme accorde à la signification de l'Etat, c'est par rapport à la conception qu'ils s'en font que se définiront notamment le révolutionnaire et l'opportuniste.

C'est contre Kautsky et ses semblables qui considèrent l'Etat comme un appareil placé au-dessus de la mêlée sociale, donc au-dessus des classes en lutte, que Lénine montre, dans « L'Etat et la Révolution », que l'Etat, au contraire, est l'émanation de la classe dominante. « L'Etat, dit Lénine, surgit là, au moment et dans la mesure où objectivement les contradictions de classe ne peuvent être conciliées. Et inversement : l'existence de l'Etat, prouve que les contradictions de classes sont inconciliables. » Plus loin, Lénine dénonce la déformation qui consiste à faire apparaître l'Etat comme un organe de conciliation des classes, ce que font nos communistes actuels, précisément. Propagandistes d'un Etat « véritablement démocratique » mythique et défenseurs de fait de l'Etat bourgeois réel, nos « communistes » sont aussi, comme on sait, de fermes soutiens du capital national. Deux exemples : Le « DR »

déplore le passage de la verrerie Glaverbel, entreprise belge, « sous contrôle français », autrement dit la fusion avec le trust français Boussois-Souchon-Neuvesel.

Commentant ailleurs les fusions d'entreprises qui ont lieu dans l'industrie électrique, avec les groupes américain Westinghouse et français Jeumont-Schneider, etc, le journaliste tire cette conclusion : « D'un vaste complexe dans lequel les ACEC (entreprise belge de constructions électriques) seraient intégrées avec les risques qu'une telle restructuration peut présenter pour le développement ultérieur des différents sièges de la société... »

On sait avec quel verve les « communistes » nationaux s'en prennent à l'impérialisme américain, à ses valets sionistes, aux trusts étrangers, etc...

Toutes ces paroles teintées de révolutionnarisme ne sont que brouillard qu'un bien vieux texte peut dissiper. Citons le « Manifeste du parti communiste » en guise de conclusion :

« Le besoin d'assurer à ses produits des débouchés de plus en plus étendus pousse la bourgeoisie à travers le monde entier. Il lui faut se nicher partout, s'installer partout, établir partout ses relations. » Et voici comment le « Manifeste » traite ceux qui déplorent cette évolution : « La bourgeoisie, par l'exploitation du marché mondial, a rendu cosmopolites la production et la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires elle a fait perdre à l'industrie sa base nationale. »

LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- | | |
|--|--------|
| 1. Communisme et fascisme | 8,00 F |
| 2. Parti et classe | 4,00 F |
| 3. Le principe démocratique | 1,50 F |
| 4. Eléments d'orientation marxiste ; Les trois phases du capitalisme ; Guerres et crises opportunistes | 4,00 F |
| 5. Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme » | 5,00 F |
| 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes (en préparation). | |

(Commandes au « prolétaire »)

